



Le gouvernement des Pays-bas démissionne à cause du budget d'austérité

Par [Chris Marsden](#)

Mondialisation.ca, 27 avril 2012

wsws.org 27 avril 2012

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Économie](#)

Avec la démission du Premier ministre hollandais Mark Rutte, les Pays-Bas rejoignent la liste toujours en extension des pays dont le gouvernement a perdu le pouvoir à cause de la crise des dettes souveraines et des exigences du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Union européenne (UE) qui demandent toujours plus de mesures d'austérité brutales.

Au Portugal et en Espagne, les partis de droite ont bénéficié des difficultés politiques auxquelles les partis socio-démocrates ont été confrontés quand ils ont tenté d'imposer des coupes se comptant en milliards d'euros. La Grèce a vu la formation d'une coalition non élue, composée de l'ancien parti de gouvernement PASOK social-démocrate, des conservateurs de Nouvelle démocratie et des néo-fascistes du LAOS. En Italie, un gouvernement de technocrates a été imposé, directement, comme pour la Grèce, pour le compte de l'UE, du FMI et de la Banque centrale européenne (BCE).

Les gouvernements de Slovaquie et de Slovénie sont également tombés. À cette liste, l'on peut ajouter l'Irlande, où la désaffection envers le Fianna Fail [centristes, ndt] a entraîné l'élection d'une coalition entre Fine Gael [conservateurs, ndt] et les travaillistes.

Rutte dirige les libéraux du Parti du peuple pour la liberté et la démocratie (VVD), et a été le chef d'un gouvernement minoritaire qui incluait les Chrétiens démocrates (CDA). Il n'avait pu se maintenir au pouvoir qu'avec le soutien du Parti de la liberté, d'extrême-droite dirigé par Geert Wilders.

Le VVD et le CDA sont arrivés au pouvoir en 2010 à cause de la désaffection envers la coalition difficile qu'avaient formée le CDA et les travaillistes du PVDA, le PVDA l'avait quittée en invoquant la décision d'étendre la participation militaire hollandaise en Afghanistan.

Le gouvernement dirigé par le VVD s'est effondré après seulement 558 jours lorsque Wilders a rompu des négociations sur une réduction du budget annuel de 16 milliards d'euros. Wilders craignait que son parti ne perde du soutien s'il était trop associé à la politique d'austérité.

Dans un pays d'environ 16 millions de gens, ces 16 milliards de dépenses sociales qui sont déjà vouées à être supprimées équivalraient à plus de 100 milliards en Allemagne et 570 milliards aux États-Unis. Les implications sociales des coupes additionnelles envisagées donnent le vertige.

La crise aux Pays-Bas a des implications majeures. Leur économie est l'une des plus fortes d'Europe et la dette de l'Etat hollandais est notée AAA. La chute du gouvernement d'un membre essentiel de la zone euro est de mauvais présage pour la survie même de la monnaie unique.

L'instabilité politique prolongée et grandissante des Pays-Bas est une manifestation des tensions sociales explosives générées par les exigences insatiables de coupes budgétaires de la part des marchés financiers et de la « troïka » (FMI, UE, BCE).

Les Pays-Bas ont reçu l'ordre de soumettre leur projet de budget à la Commission européenne pour le 30 avril, l'on anticipe que le déficit de 2013 atteindra 4,7 pour cent du Produit intérieur brut (PIB), alors que l'objectif fixé par l'UE est de 3 pour cent. Mais Wilders et le dirigeant du Parti socialiste Émile Roemer ont refusé de soutenir les mesures proposées par le VVD.

Quelle que soit la posture de l'opposition, l'élite dirigeante européenne ne fera qu'accélérer ses exigences d'austérité. Une pression massive est déjà exercée sur les Pays-Bas pour qu'ils fassent ce qu'on leur demande, dans le contexte d'une baisse des marchés financiers et de l'euro suite à la crise hollandaise, ainsi que de la piètre performance de Nicolas Sarkozy au premier tour des élections présidentielles françaises, et des indicateurs économiques dans le rouge.

La production industrielle en Allemagne a également atteint son plus bas niveau depuis trois ans. Avec des statistiques pour la France et la zone euro dans son ensemble qui pointent vers une contraction, l'Europe est déjà engagée dans une récession en deux temps.

Lundi, les actions allemandes ont perdu 3,4 pour cent, les actions françaises, 2,8, et les anglaises, 1,9. Les actions ont également chuté à Wall Street.

La crise n'est en aucun cas confinée aux Pays-bas. Les déficits d'ensemble dans toute l'UE ont continué à augmenter, en dépit des mesures d'austérité. Les spéculations vont bon train que l'Espagne et l'Italie vont être contraintes de demander un renflouement qui épuiserait le fonds de stabilité européen et plongerait le continent dans une récession sans précédent pas sa gravité et sa durée.

Le monde politique aux Pays-Bas fera tout ce qui sera en son pouvoir pour honorer les demandes de l'élite financière mondiale. Le ministre des finances Jan Kees de Jager de la CDA est revenu de négociations à Washington en déclarant que le gouvernement resterait au pouvoir pour cinq mois et suggérant qu'il serait encore possible de passer un accord avec d'autres partis politiques pour imposer les mesures d'austérité.

« Pour moi, il est important, comme message aux marchés financiers, que quelles que soient les circonstances, les Pays-Bas continuent à faire des efforts de discipline budgétaire, » a-t-il déclaré.

Un débat au Parlement devrait avoir lieu aujourd'hui pour envisager la possibilité d'élections législatives avant ou après le congé parlementaire de cet été. Un délai serait préférable pour certains parmi les cercles dirigeants européens, en dépit de l'instabilité que cela implique, étant donné qu'une élection entraînerait probablement un nouveau régime instable.

Les sondages d'opinion indiquent que 11 partis obtiendraient des sièges aux élections

législatives, sans qu'aucun ait la majorité absolue. Témoin du sentiment croissant contre les mesures d'austérité de l'UE, le Parti socialiste (PS), eurosceptique qui avait débuté comme un parti Maoïste, devrait doubler son nombre de sièges au Parlement, passant de 15 à 30. À comparer aux pertes attendues pour les partis les plus droitiers – la CDA et, du moins pour le moment, le Parti de la liberté de Wilders.

Une réunion des chefs de groupes parlementaires hier aurait donné une courte majorité en faveur d'élections le 27 juin. C'était la solution voulue par Wilders, le dirigeant du Parti travailliste Diedrik Samsom, et celui du Parti socialiste Emile Roemer.

Parallèlement, il y aura des efforts désespérés pour bricoler un accord d'intérim qui puisse rassembler suffisamment de voix au Parlement pour imposer des coupes. Cela exigerait le soutien des libéraux de Rutte, des Chrétiens démocrates et d'autres – avec les travaillistes, l'Union chrétienne et le parti D66 [libéral-démocrate, ndt] ayant les plus grandes chances d'être courtisés. Ces trois derniers partis sont favorables aux coupes budgétaires, mais demandent qu'elles soient plus étalées dans le temps.

Samsom a déclaré que les travaillistes travailleraient avec les libéraux, mais il veut obtenir un petit compromis quelconque pour se couvrir durant la campagne électorale. Chacun craint d'être sanctionné dans les urnes s'il est vu comme l'instrument essentiel qui a fait passer les coupes.

Article original, [WSWS](#), paru le 24 avril 2012

La source originale de cet article est [wsws.org](#)
Copyright © [Chris Marsden](#), [wsws.org](#), 2012

Articles Par : **[Chris Marsden](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca